

In Extenso

Audit Dauphiné Savoie

12 rue Pôle 2000
07500 GUILHERAND-GRANGES

Tél : +33 (0)4 75 62 13 90
www.inextenso.fr
magazin.inextenso.fr

ASSOCIATION GUYANAISE DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL – A.G.F.T.S.

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

1168 Route de MONTABO
97300 CAYENNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION GUYANAISE DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL – A.G.F.T.S.

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

1168 Route de MONTABO
97300 CAYENNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'association,

I. Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION GUYANAISE DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL – A.G.F.T.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

Les créances comptabilisées au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2023 n'ont pas pu faire l'objet d'un test d'évaluation. En effet, l'association n'a pas pu nous fournir de comptabilité au titre de l'exercice comptable 2024. En l'absence d'éléments mis à notre disposition justifiant la valeur de ces créances, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier si une dépréciation de ces créances est nécessaire et pour quel montant.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justifications des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

À l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance,

sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Guilhaud-Granges, le 10 Mars 2025

Le commissaire aux comptes

In Extenso Audit Dauphiné Savoie

Jean François BOUSQUET


Jean-François BOUSQUET
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Jean-François BOUSQUET
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	100	120
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	390 557	323 803
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 648 536	2 544 568
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	68 812	474 531
Autres produits	168	21 522
Total I	2 108 173	3 364 544
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	901 542	672 604
Impôts, taxes et versements assimilés	55 018	48 465
Salaires et traitements	1 371 539	1 095 720
Charges sociales	632 550	475 579
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	389 278	481 779
Dotations aux provisions	74 186	68 344
Autres charges	2 636	479 526
Total II	3 426 749	3 322 017
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 318 575	42 527
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		155
Autres intérêts et produits assimilés	3 296	3 578
Total III	3 296	3 733
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	97	
Total IV	97	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	3 199	3 733

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-1 315 377	46 260
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	25 420	216 353
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	274 891	341 697
Total V	300 311	558 050
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	101 860	67 223
Total VI	101 860	67 223
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	198 451	490 827
Total des produits (I+III+V)	2 411 780	3 926 327
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 528 706	3 389 240
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 116 925	537 087

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	123 585	123 585		459
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	7 030	7 030		2 148
Immobilisations corporelles				
<i>Terrains</i>	128 220		128 220	128 220
<i>Constructions</i>	4 898 990	3 062 866	1 836 125	2 143 407
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	5 789	5 789		
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	1 005 576	667 773	337 803	348 958
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	63 735		63 735	63 735
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	76		76	76
<i>Autres immobilisations financières</i>	17 471		17 471	13 321
Total I	6 250 474	3 867 044	2 383 430	2 700 325
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	3 190		3 190	
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	268 655	106 387	162 268	100 623
<i>Autres créances</i>	1 778 420		1 778 420	2 399 920
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	1 980 343		1 980 343	2 841 017
<i>Charges constatés d'avance</i>	21 119		21 119	6 938
Total II	4 051 728	106 387	3 945 341	5 348 498
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	10 302 202	3 973 431	6 328 771	8 048 823
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	419 498	419 498
Report à nouveau	1 733 285	1 196 197
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 116 925	537 087
Situation nette (sous-total)	1 035 858	2 152 783
Subventions d'investissement	1 585 021	1 859 912
Total I	2 620 879	4 012 695
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	2 355 831	2 355 831
Total II	2 355 831	2 355 831
PROVISIONS		
Provisions pour charges	27 733	68 344
Total III	27 733	68 344
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	213 863	209 797
Dettes fiscales et sociales	351 649	290 978
Autres dettes	32 530	7 354
Produits constatés d'avance	726 286	1 103 822
Total IV	1 324 328	1 611 952
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 328 771	8 048 823
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	1 324 328	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : A.G.F.T.S

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 6 328 771 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 1 116 925 €. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, du règlement 2018-06, modifié par le règlement ANC N° 2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en €.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

■ Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

■ Règles et méthodes comptables

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,2 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2022)

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	130 615			130 615
Immobilisations incorporelles	130 615			130 615
- Terrains	128 220			128 220
- Constructions sur sol propre	4 494 530			4 494 530
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr	404 461			404 461
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	5 789			5 789
- Instal.générales, agencements aménagements divers	536 142	3 386		539 528
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	401 201	64 848		466 048
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	63 735			63 735
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	6 034 078	68 234		6 102 311
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	76			76
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	13 321	1 000		17 471
Immobilisations financières	13 397	1 000		17 547
ACTIF IMMOBILISE	6 178 091	69 234		6 250 474

Immobilisations incorporelles

Logiciel : 1 à 3 ans

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	128 008	2 607		130 615
Immobilisations incorporelles	128 008	2 607		130 615
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	2 597 763	270 185		2 867 949
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.	157 820	37 097		194 917
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	5 789			5 789
- Instal.générales, agencements aménagements divers	224 800	52 510		277 310
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	363 585	26 879		390 464
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	3 349 758	386 671		3 736 429
ACTIF IMMOBILISE	3 477 766	389 278		3 867 044

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
Ventilation des dotations			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	2 607	386 671	389 278
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice	2 607	386 671	389 278
Ventilation des diminutions			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés			
Eléments mis hors service			
Diminutions de l'exercice			

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 085 666 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	17 471		17 471
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	268 655	268 655	
Autres	1 778 420	1 778 420	
Charges constatées d'avance	21 119	21 119	
Total	2 085 666	2 068 195	17 471
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	43 999
Total	43 999

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	419 498	537 087		537 087	419 498
Report à Nouveau	1 196 197		537 087		1 733 285
Excédent ou déficit de l'exercice	537 087	-537 087		1 116 925	-1 116 925
Situation nette	2 152 783		537 087	1 654 012	1 035 858
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 859 912			274 891	1 585 021
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	4 012 695		537 087	1 928 903	2 620 879

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	68 344				27 733
Total	68 344				27 733
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		74 186	68 344		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 324 328 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	213 863	213 863		
Dettes fiscales et sociales	351 649	351 649		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	32 530	32 530		
Produits constatés d'avance	726 286	726 286		
Total	1 324 328	1 324 328		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FRS FACTURES NON PARVENU	29 840
DETTES PROVISION POR CON	137 339
CHARGES SOCIALES CONGES	66 870
AUTRES CHARGES A PAYER	5 954
TAXE SUR LES SALAIRES	12 486
Total	252 489

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVA	21 119		
Total	21 119		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Total			

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits d'exploitation au cours duquel la décision d'octroi a été notifiée.

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			1 648 536			1 648 536
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			274 891			274 891
						1 923 427

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 27 733 €

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

aucune contribution volontaire n'a été effectué sur l'exercice 2023

Donations

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique reports en fonds dédiés et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».